

WORLD OF COMPETIT



n°4

FÉDÉRATION
EUROPÉENNE

Ralliez vous à mon calégn blanc
(Henri IV).

DANS CE NUMÉRO :

P. 3. EDITORIAL.

P. 4 A PROPOS DE :
LA REUNION DU PARTI SOCIALISTE PORTUGAIS
ET DU P.S. (M. Morin)

P. 5 ELECTIONS FASCISTES AU PORTUGAL.

P. 6 LA GRECE ET L'EUROPE
(R. Soméritis).

P. 8 LA GALICE ET LE MARCHÉ COMMUN.

P. 10 TROISIÈME CONVENTION NATIONALE
d'OBJECTIF SOCIALISTE.

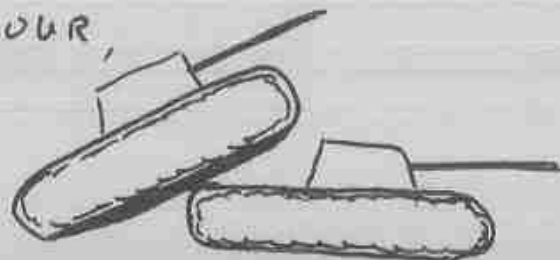
P. 12 LES FEDERALISTES ET LA POLITIQUE
EUROPÉENNE DU GOUVERNEMENT
FRANÇAIS. (B. Bartheley).

P. 16 HISTOIRE DU MOUVEMENT BRETON.
(Article de "Breizh Revolutionnaire").

P. 17 ACTIVITES FEDERALISTES.

P. 19 } "Largacum - Fontevium - Avonum, Cen-
P. 20 } juerum." Production de "Survire et Vivre!"

FAITES L'AMOUR,
PAS LA
GUERRE!



éditorial

A chaque crise monétaire ou énergétique, l'on assiste à une réunion de l'Europe au sommet; à une manifestation de cette Europe judiciairement baptisée par Charlie Hebdo "l'Europe des Grosses Vaches".

Ainsi donc les chefs d'Etat et de gouvernements des 9 vont se réunir au Danemark,

Non à la Confédération !

La confédération est la réponse nationale, conservatrice et réactionnaire à l'élargissement et au danger de dilution du Marché commun dans une zone de libre-échange. La confédération soumettrait les petits pays d'Europe à une triarchie franco-germano-britannique. La confédération étoufferait les revendications démocratiques, réprimerait les luttes de libération et bloquerait les transformations sociales, tandis que l'ordre policier s'installerait dans les Etats les plus forts et que les anneaux faibles de la chaîne, comme l'Italie, connaîtraient la montée de nouvelles dictatures.

LUTTER POUR LA FEDERATION EUROPEENNE.
C'EST LUTTER CONTRE LE FASCISME !

La réponse de la confédération à la crise du dollar, c'est la zone monétaire européenne, une politique de taux de change fixes où les gouvernements seraient tenus avant tout de veiller à l'équilibre de leurs balances des paiements, ouvrant la porte aux pratiques déflationnistes les plus antisociales. Les régions riches garderaient leur richesse et les régions pauvres leur pauvreté. Obéissant à la loi de l'échange inégal, le grand capital européen et américain pourrait donner libre cours à sa stratégie géographique d'occupation et d'exploitation du midi de l'Europe, tandis que les Etats à façade méditerranéenne consommeraient le génocide culturel de leurs minorités.

LUTTER POUR LA FEDERATION EUROPEENNE.
C'EST LUTTER CONTRE LE COLONIALISME INTERIEUR !

La confédération livrerait les Européens, pieds et poings liés, à la suffocante tutelle de l'Amérique et de la Russie. C'est l'intérêt des deux Grands de neutraliser l'Europe, c'est leur intérêt de museler la gauche comme en Grèce, ou le visage humain du socialisme comme à Prague.

La confédération, c'est la conservation du principe de la souveraineté nationale, faux garant d'indépendance ; c'est la consolidation de la division du continent, l'addition de dix faiblesses. Un traité de sécurité européenne, signé par les Etats de la confédération, fragile et impuissante, ratifierait objectivement la Sainte-Alliance américano-russe, sous couvert « de détente, d'entente et de coopération ».

Sanctionnant la sujétion des Européens à l'égard des deux Grands, la confédération sanctionnerait aussi leur irresponsabilité à l'égard du tiers monde, détruisant tout espoir de la sortir de la misère.

LUTTER POUR LA FEDERATION EUROPEENNE.
C'EST LUTTER CONTRE L'IMPERIALISME !

Les fédéralistes appellent toutes les forces populaires, démocratiques et de progrès à s'opposer à l'Europe des Etats, de la division et de la réaction.

Bernard Barthalay.

--- et les fédéralistes lanceront un appel à toutes les forces démocratiques ; un appel à lutter contre cette Europe, celle des Etats et des Capital pour l'Europe des citoyens et des travailleurs !
(Nous produisons ci-dessus un texte public avant le sommet de Paris par "Fédéralisme Européen", bulletin du M. F. E.).

LA REUNION DU PARTI SOCIALISTE PORTUGAIS ET DU P.S.

(lundi 29 octobre 1973)

La réunion commune du Parti Socialiste Portugais et du Parti Socialiste, représente un événement politique qu'il nous faut souligner, malgré toutes les critiques que les fédéralistes formulent à l'encontre de la politique "internationale" traditionnelle.

Cette réunion aurait dû avoir un autre impact national et même international. L'espoir manifesté par François Mitterrand que ses propos dépasseraient le cadre de la petite salle du théâtre 347, ne s'est pas réalisé, et la grande presse a gardé une nette réserve à ce sujet.

Et pourtant, les deux questions internationales abordées, la répression sauvage menée par le gouvernement portugais en Afrique, d'une part, les élections-répression organisées au Portugal, d'autre part, mettaient directement en accusation la politique étrangère du gouvernement français actuel.

En effet, le gouvernement français continue à armer les troupes de répression portugaises, pratique une politique amicale avec le Portugal comme avec toutes les dictatures en Europe et dans le monde, et par contre, interdit aux membres des mouvements de libération nationale d'Angola, de Mozambique et de Guinée-Bissau, d'entrer en France. Lui si prompt à reconnaître la junte au Chili, n'a pas reconnu la République de Guinée-Bissau, libérée de la tutelle portugaise.

Alors, face à une politique étrangère aussi scandaleuse et nuisible que la politique menée à l'intérieur, la prise de position du Parti Socialiste marque un pas en avant vers une démarche internationaliste plus conséquente. Cela ne veut pas dire que le P.S. n'ait pas manifesté jusque-là sa solidarité internationale, mais dans les autres cas, cela correspondait, en général, aux pressions d'une actualité brûlante (pour le Chili, par exemple). Cette fois, rien ne semblait pousser une telle sortie politique, sur un terrain auquel les électeurs, à ce qu'il paraît, ne sont guère sensibles.

Alors pourquoi ? Pourquoi François Mitterrand dont la silhouette "d'homme d'Etat" et pas seulement de chef de parti, se profile en général derrière ses prises de positions, est-il descendu dans cette petite arène, auprès de cette "assemblée restreinte mais sympathique", comme il l'a lui-même qualifiée ?

Il semble que cela corresponde à la volonté politique du P.S., de manifester une plus grande présence sur la scène internationale dans la lutte contre les formes diverses de l'impérialisme, et nous nous en félicitons.

De plus, dans le contexte de la répression qui s'abat actuellement en France sur les militants politiques étrangers, et même sur les simples immigrés, les organisations d'opposition aux dictatures portugaise, espagnole, grecque, se trouvaient menacées à plus ou moins long terme. La tenue de cette réunion par le P.S. portugais, devenait un acte politique face aux velléités répressives du pouvoir. La présence et le soutien du P.S. et de F. Mitterrand, aux côtés de Mario Soares et du Parti Socialiste Portugais, devait tenir lieu d'avertissement : n'y touchez pas ! La leçon aura sans doute été mieux entendue par le pouvoir que par la grande presse.

Nous ne pouvons que nous féliciter d'une telle action politique face aux menées répressives du pouvoir actuel, qui ne constituent pas une surprise pour nous. Cela n'a rien de très réjouissant de constater, une fois encore, qu'un état national en crise se tourne vers ses vieilles manies et ses vieux amis : répression, tentatives d'embrigadement, armée de guerre civile, groupes extrémistes.

C'est pourquoi nous souhaitons voir s'approfondir et se développer de telles actions. Pourtant, elles ne peuvent prendre tout leur sens et être réellement efficaces que si elles reposent sur une stratégie européenne cohérente.

Celle-ci ne peut pas être l'oeuvre d'un parti socialiste d'un des pays d'Europe. La légèreté du programme du P.S. et du programme commun, en la matière, pourrait être interprétée comme un fait positif s'il s'agissait d'une lacune volontaire, dans l'attente de la mise au point d'une stratégie commune sur les questions européennes entre les partis socialistes et communistes d'Europe. En fait, tout le monde sait bien que la raison véritable n'est pas là.

Sans entrer dans les détails, il est clair qu'aucun des partis ne veut s'engager sur ces problèmes avant d'avoir le pouvoir, car les thèmes de politique étrangère sont peu payants électoralement, et sources de division dans les "unités populaires".

Comme si les divergences pouvaient s'estomper une fois l'accès au pouvoir assuré ! Le laisser-faire en la matière, conduit au contraire à des crises qui peuvent être graves. La désagrégation du Front Populaire en France et ses relations avec les problèmes internationaux, sont maintenant bien connus.

C'est pourquoi nous trouvons qu'il est facile de dénoncer la collusion du pouvoir national français avec la dictature portugaise. Mais qui peut nous assurer que la raison d'état n'imposerait pas, à un gouvernement de gauche, une attitude au moins conciliante à l'égard de ce même régime ?

Nous ne croirons dans la "solidarité internationale" que lorsqu'elle existera structurellement, c'est-à-dire lorsqu'il y aura une structure fédérale reliant les partis socialistes, au moins d'Europe, pour étudier ces problèmes, prendre des positions et organiser des actions. Nous sommes loin des rencontres amicales, baptisées il y a bien longtemps "internationales".

Si les fédéralistes ont un message à faire passer, il concerne essentiellement les formes d'organisation politiques. Les problèmes européens, en particulier la résorption des régimes dictatoriaux, ne peuvent être résolus qu'à un niveau d'organisation européen.

En effet, dans l'état d'interdépendance où se trouvent nos sociétés en Europe, il est impossible qu'un parti socialiste de quelque pays que ce soit, puisse prétendre proposer seul une politique européenne. Ce n'est pas être utopiste que de formuler une telle proposition, c'est partir, au contraire, de la plus stricte réalité.

Michel Morin.

+ + + + + + + + + + + + + + +
- + + + + + + + + + + + + + +
+ + + + + + + + + + + + + + +
+ + + + + + + + + + + + + + +
+ + + + + + + + + + + + + + +
+ + + + + + + + + + + + + + +



* ELECTIONS FASCISTES AU PORTUGAL *

La farce des "élections" législatives portugaises, a pris fin le 28 octobre dernier. L'opposition démocratique n'a présenté des candidats que dans neuf des dix-huit circonscriptions électORALES, en raison de l'absence d'un minimum de garanties, et était également absente dans les îles et dans les colonies.

Les candidats de l'opposition démocratique se sont présentés en listes unitaires, intégrant socialistes, catholiques et communistes, les libéraux et les gauchistes s'étant prononcés pour l'absence totale de participation à l'acte électoral. En présentant des candidats, l'opposition démocratique n'avait pas l'intention de cautionner

la farce, mais voulait saisir l'occasion pour dénoncer la politique du gouvernement et mobiliser les masses populaires contre le fascisme et contre le colonialisme : elle n'a d'ailleurs pas fait imprimer de bulletins de vote. Marcello Caetano est donc allé aux urnes "orgueilleusement" seul, devant l'indifférence générale et le boycottage intégral de l'opposition démocratique dans la pluralité de ses tendances.

En effet, les "élections" portugaises sont une farce. Le corps électoral est composé de deux millions de recensés, alors qu'il devrait y en avoir six millions, étant donné la population du pays; seuls votent ceux dont la loyauté au régime est assurée et, bien entendu, les morts et les absents ! L'opposition ne peut d'ailleurs pas s'organiser, les partis politiques étant illégaux ; la censure extrêmement sévère, ampute les communiqués et ferme aux candidats indépendants l'accès à la radio et à la télévision. La presse étrangère n'échappe pas non plus à la vigilance de la censure portugaise : ainsi, le journaliste de l'Express,

Edouard Bailby, s'est vu refuser l'entrée au Portugal ; une délégation de l'Internationale Socialiste n'a pas pu non plus observer le déroulement de la campagne et du scrutin ; le gouvernement Caetano s'y est opposé.

Malgré tout, l'opposition démocratique a fait une campagne dynamique et courageuse. Elle a passé outre l'interdiction du gouvernement en ce qui concerne la discussion du problème colonial et, en demandant aux électeurs de ne pas aller aux urnes, lancé un défi au gouvernement qui avait publié, le 21 septembre dernier, un décret privant de droits politiques pour cinq ans les membres des commissions électorales qui se prononceraient pour l'abstention. Il faut s'attendre à ce que la répression policière s'abatte sur les candidats dès que le rideau tombe sur la farce électorale portugaise. Il est donc d'une importance capitale que l'opinion internationale soit attentive et vigilante et exprime sa solidarité agissante.

PARTIDO SOCIALISTA PORTUGUES.



LA GRECE ET L'EUROPE

La "Grèce des Colonels" appartient théoriquement au passé. Depuis quelques semaines, un gouvernement civil a remplacé les militaires-putschistes au pouvoir depuis avril 1967. Depuis août dernier, la loi martiale n'est plus en vigueur et une amnistie partielle mais large, a permis la libération de presque tous les prisonniers politiques. Récemment, les étudiants mobilisés dans les sections disciplinaires de l'armée pour les punir d'avoir manifesté pour la liberté en mars dernier, ont pu rejoindre leurs universités. Et le régime proclame sa volonté d'organiser dans quelques mois des élections libres offrant toutes les garanties à l'opposition ...

Bref, plus de six ans de dictature implacable, d'arbitraire, d'arrestations massives, de tortures, de fascisme militariste, de "révolution-nationale-et-salvatrice" et de "Grèce des Grecs chrétiens", auraient comme par enchantement conduit à une catharsis du type conte de fées où tout le monde : dictateurs et opprimés, tortionnaires et torturés, geôliers et anciens prisonniers, chanteraient d'une seule voix émue l'hymne à la démocratie pour la plus grande gloire de Périclès et de la civilisation occidentale.

Or, en Grèce pas plus qu'ailleurs, les contes de fées n'existent en politique. La Grèce ne s'est pas démocratisée. Le régime d'Athènes s'est, certes, libéralisé, mais ses structures dictatoriales demeurent intactes et menaçantes. Les "colonels" ne font plus partie du gouvernement. Mais c'est leur chef, Georges Papadopoulos (un ancien cadre des services secrets grecs organisés, financés et conduits par la C.I.A. américaine) qui détient tous les pouvoirs, en tant que "président de la République".

Quel est alors le sens de la situation actuelle ?

Tout a commencé au printemps dernier. A ce moment-là, le régime du 21 avril 1973 avait été contraint de constater :

- 1.- Qu'il se trouvait confronté à une révolte des étudiants et de l'ensemble de la jeunesse qui posaient clairement, dans les universités et dans la rue, la question essentielle de la liberté, avec l'appui d'une très large partie de la population.
- 2.- Que l'édifice économique de "prospérité" et d'"expansion-record" dont la Junte tirait une gloire abusive, était en train de s'effondrer sous les coups de l'inflation (la hausse des prix dépasse en réalité le seuil de 40 % par an), du marché noir et du grippage de l'économie. Tel est, en effet, le résultat de six ans d'augmentation constante des dépenses militaires, de sécurité et de propagande, d'une politique d'endettement et de surconsommation, et d'une absence de programmation, les "bonnes affaires" et les "travaux publics" de prestige remplaçant les investissements productifs qui intéressent moins les financiers grecs et étrangers.
- 3.- Que le refus de la population de l'approuver se transformait de jour en jour en volonté de le contester tant sur le plan politique que sur le plan social.
- 4.- Que le mécontentement et l'esprit de révolte avaient atteint non seulement les jeunes et les salariés, mais également les militaires eux-mêmes (comme l'a prouvé en mai le mouvement de la Marine et de l'Aviation).
- 5.- Enfin, qu'en dépit des efforts de sa diplomatie, de sa propagande et de ses amis étrangers, la méfiance et l'hostilité des Institutions de la Communauté Economique Européenne et des libéraux du Congrès des Etats-Unis devenaient chaque jour plus marquée au point de craindre une rupture totale entre la Grèce et la C.E.E. et, d'autre part, un arrêt de l'aide militaire américaine à la suite de l'opposition du Sénat et de la Chambre des représentants.

En résumé : le régime des colonels se trouvait, en mai 1973, en situation de faillite sur tous les plans. Ce qui se passe depuis cette date ne représente ainsi qu'une tentative de sauver l'essentiel en cédant sur quelques points mineurs, en se dotant d'une façade "démocratique" et en ouvrant à l'intérieur quelques fausses perspectives libérales afin de détourner l'orage.

Les initiatives politiques du régime ont été les suivantes : Papadopoulos a aboli en juin la monarchie qui n'était guère populaire ; il a instauré à la place un régime de "République présidentielle" réservant au chef de l'Etat l'essentiel des pouvoirs et prévoyant des institutions réduisant à néant les droits du Parlement, de l'opposition et de toutes les forces qui pourraient un jour le contester ; les textes constitutionnels rédigés par ses amis ont été "approuvés" au cours d'un référendum préfabriqué qui lui a permis, en outre, d'être désigné comme président de la République jusqu'en 1982 en évitant les aléas d'une véritable élection (cette désignation s'est faite par l'intermédiaire d'une disposition "transitoire" de la constitution) ; enfin, il a éloigné ses "compagnon-colonels" du coup d'Etat pour confier la direction du gouvernement à un ancien homme politique d'extrême-droite, Spiros Markézinis, chargé, sous la surveillance constante de la "présidence" de la préparation des "élections".

Toutes les forces qui s'opposent à la dictature - et toutes les forces politiques et sociales grecques s'opposent à la dictature - s'efforcent, bien entendu d'exploiter les marges de liberté que le régime a dû concéder sous la pression des Grecs et des démocrates étrangers. Mais il n'est pas question pour elles d'accepter le cadre institutionnel de la République de Papadopoulos, de devenir complices de la dictature en la légitimant à l'intérieur, et à l'extérieur en jouant le rôle d'une "opposition légaliste".

Aussi bien, il est douteux que les démocrates qui se respectent participent à une parodie électorale organisée par un pouvoir disposant de tous les instruments de la terreur. Et si, dans l'hypothèse où des garanties leur seraient offertes quant aux conditions de la consultation, une telle participation était finalement décidée, elle n'aurait pas le sens d'une participation à la dictature républicaine de Papadopoulos, mais d'une nouvelle frontale contre ce régime.

Les démocrates grecs se lancent ainsi dans de nouveaux combats pour les libertés et le progrès, la souveraineté populaire. La très grande majorité des forces politiques estime que la démocratisation de la Grèce et son indépendance exigent l'établissement, demain, de liens égalitaires avec la Communauté européenne.

Cependant, si l'Europe communautaire, qui est liée à la Grèce par un traité d'association "gelé" depuis le coup d'Etat de 1967, tombait dans le piège de la fausse "normalisation" entreprise par Papadopoulos pour mieux asseoir sa dictature, la démocratie grecque recevrait un coup des plus graves. Certains intérêts financiers et les gouvernements réactionnaires européens travaillent déjà dans cette direction. Les démocrates ont le devoir de s'y opposer.

Richard SOMERITIS. *

(* Directeur de "Athènes-Presse Libre" - A.P.L. -
23, rue Brézin - PARIS - 14^e)

Jeunesse Européenne Fédéraliste

Secrétariat International : 14, rue Duquesnoy - 1000 - BRUXELLES
BELGIQUE



LA GALICE ET LE MARCHÉ COMMUN

C'est l'avenir de l'économie espagnole qui est en jeu face à l'intégration européenne ; l'économie galicienne l'est donc également. L'Espagne ne peut rester en marge du processus d'intégration qui a lieu en Europe occidentale. Mais le caractère fasciste du régime actuel le rend incompatible avec les clauses du Traité de Rome. En même temps, par sa propre faiblesse,

par la précarité de la situation dans laquelle il a mis le pays, ce régime n'est pas apte à mener à bonne fin avec cette communauté, des négociations respectant les intérêts de l'Espagne.

Le problème fondamental qu'il faut résoudre pour que l'Espagne puisse négocier, à son heure, son association avec la C.E.E., c'est l'élimination du régime de Franco.

D'où l'attitude adoptée à ce sujet par le VIII^o Congrès du Parti Communiste Espagnol, que le II^o Congrès du P.C. Galicien a ratifié. Le P.C.E. se prononcerait pour un accord d'association avec la C.E.E. qui permettrait de progresser dans la coopération avec les pays européens à mesure que les structures économiques de notre pays se renouvelleraient et atteindraient la compétitivité nécessaire. A notre avis, un Etat démocratique devrait réaliser cette tâche en s'appoyant, de préférence, sur le développement du secteur public de son économie.

Le P.C.E. considère, en outre, que tout accord qui pourrait être passé dans les conditions énoncées ci-dessus avec la C.E.E., doit sauvegarder et défendre les intérêts des travailleurs espagnols émigrés en Europe, qui représentent aujourd'hui 10 % de la population active du pays.

Le noyau le plus dynamique du capitalisme industriel galicien, comme l'ensemble national de ce secteur, a intérêt à ce que les obstacles qui empêchent l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. disparaissent, afin de ne pas rester isolé de cette communauté et de pouvoir élargir l'aire de leurs marchés.

Mais le sort d'autres secteurs de notre économie est également lié à ce qui se passe entre l'Espagne et la C.E.E. Ces derniers temps, les importations laitières des pays qui constituent cette communauté, ont fait, que cela soit justifié ou non, qu'une grande partie du lait produit par la Galice n'a pas été recueillie par la Centrale laitière, entraînant ainsi un grave préjudice pour les paysans producteurs.

Lors des discussions préliminaires qui commencèrent à Bruxelles, il a été mis en évidence que sans un gouvernement disposé à défendre ce secteur face à la pression d'une production généralement excédentaire, avec une productivité plus élevée, comme celle de la C.E.E., ce secteur serait ruiné.

=====
(Tiré de "Nuestra Bandera" - Revue théorique et politique du Parti Communiste Espagnol. Toute correspondance : M. Albert Coninck, 37, Jan Verbertlef - EDEGEM - Belgique.) ++++++

L'industrie de la conservation galicienne est une autre branche de notre économie affectée par le système du tarif officiel protectionniste, établi par le C.E.E. à l'égard des pays tiers. Mais, si l'Espagne était admise dans la C.E.E. avec un régime semblable au régime actuel, les conserveries des pays qui la composent disputeraient à la nôtre tous les marchés, y compris et surtout le marché espagnol, acculant la plus grande partie de notre industrie de conserves à la ruine.

Rien ne sera comparable quand, avec un gouvernement démocratique soutenu par le peuple, et capable de défendre les intérêts de l'Espagne, notre industrie de conserverie sera restructurée et modernisée techniquement et scientifiquement, entre autre par l'instauration de coopératives démocratiques, et qu'elle sera stimulée et aidée par des crédits de l'Etat.

La Galice est la région d'Espagne d'où est partie la plus grande proportion d'émigrants vers les pays de la C.E.E. Il faut donc que tout accord éventuel avec la C.E.E. sauvegarde et défende les intérêts des Espagnols émigrés en Europe, et coïncide également avec les intérêts fondamentaux de la portion si nombreuse de la population galicienne qui, en raison des circonstances, a dû émigrer.

Le II^o Congrès a donc constaté que le problème de l'éventuelle association de l'Espagne avec la C.E.E. a des incidences directes sur l'économie de la Galice, sur la situation de ses travailleurs, sur l'ensemble de sa population. A ce point de vue, le problème de la liberté, de la démocratie, de l'existence d'un gouvernement qui, à la tête de l'Etat, soit capable de défendre les intérêts de l'Espagne et qui ait en Galice son expression propre et autonome, se pose d'une façon urgente pour le peuple galicien.

La position adoptée par le VIII^o Congrès constitue un jalon important dans l'instauration d'un tel gouvernement, car elle facilite déjà la convergence des plus amples forces sociales intéressées par l'association de l'Espagne avec la C.E.E.

=====

d'OBJECTIF SOCIALISTE

Les 10 et 11 novembre 1973, s'est tenue à Paris la troisième Convention Nationale d'Objectif Socialiste.

Des militants de la J.E.F. parisienne y assistaient en observateurs.

Les débats ont marqué un affrontement entre ceux qui militent dans un parti politique, principalement le P.S., favorables à la transformation d'Objectif Socialiste en un laboratoire d'idées, et ceux qui souhaitent poursuivre et développer l'expérience d'un Comité de liaison (CLAS) en y maintenant la particularité de leur organisation.

Comme le démontre la motion d'orientation du mouvement, votée par la Convention, cette seconde tendance l'a emporté facilement.

Différentes motions ont été votées sur l'environnement, le Chili, le Proche-Orient, le Tiers Monde, l'avortement et la défense nationale.

Nous transcrivons ci-dessous la résolution de la troisième Convention nationale, qui a été adoptée par 83 voix contre 12 et 2 abstentions.

R E S O L U T I O N

La IIIème Convention Nationale d'Objectif Socialiste, réunie à Paris les 10 et 11 novembre 1973, enregistre avec satisfaction les progrès que connaît l'idée d'autogestion et plus encore la pratique des luttes qui la font progresser. En effet, les débats sur ce thème se multiplient ; un nombre croissant d'organisations se réclament du projet autogestionnaire ; enfin et surtout, des luttes sociales chaque jour plus nombreuses, si elles ne connaissent pas le retentissement du conflit LIP, n'en expriment pas moins elles aussi une volonté de contrôle, contrôle populaire sur le cadre de vie et principalement contrôle des travailleurs sur leur entreprise.

))(:) ((

Ce constat renforce la volonté d'Objectif socialiste de poursuivre la tâche définie à ses précédentes Conventions : contribuer au renouvellement de l'action et des structures politiques dans la perspective d'un socialisme fédéraliste et autogestionnaire.

Rappelant qu'un tel renouvellement passe à la fois par la conquête du pouvoir d'Etat et par l'insertion dans le combat politique des organisations et des militants présents sur l'ensemble des terrains de luttes sociales actuelles, Objectif Socialiste s'affirme en conséquence décidé :

- à développer un effort particulier d'information, de formation et de recherche sur toutes les questions (Tiers-Monde, science et politique, éducation, Europe, contrôle et autogestion, etc.) qui sont au coeur des conflits actuels ;
- à poursuivre ses prises de position sur les événements importants qui marquent la vie politique, tout en participant aux actions de toute forme susceptibles de faire avancer ses positions ;
- à soutenir ses adhérents dans leurs engagements extérieurs, en particulier ceux qui, militant dans les partis engagés dans le combat pour la victoire de la Gauche, trouvent à Objectif Socialiste un aliment important pour leur action ;

LES FEDERALISTES ET LA POLITIQUE EUROPEENNE
DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

Texte de Bernard BARTHALAY.

Dans ce numéro quatre de "Fédéchoses", nous publions la première des trois parties du texte de Bernard Barthalay :

"UNION ET COMMUNAUTE".

Les deux autres parties de cette étude :

"Confédération et division"

"Contrôler l'Europe pour décider
quelle autre Europe"

paraîtront dans les deux prochains numéros du bulletin.

§§§§§§§§§§

Au cours de la conférence de presse qu'il a prononcée le jeudi 27 septembre, M. Georges Pompidou, président de la République française, interrogé sur l'union européenne, a déclaré :

"Il n'y aura véritablement d'union européenne que le jour où il y aura une politique européenne".

Pour avoir une politique, il faut qu'existe quelque part la volonté et la capacité de la faire. Or, dans la Communauté européenne, la décision appartient au Conseil et exige l'unanimité. Il en va de même dans le cadre de la coopération politique où la décision appartient à la conférence des ministres des Affaires étrangères. La décision est donc, formellement, très difficile. Matériellement, c'est pire. Une décision collégiale qui ne met en jeu la responsabilité d'aucun des membres du collège, parce que la faute de ne pas la prendre ne peut être imputée à personne, ne permet pas la formation d'une volonté politique. L'unanimité paralyse l'initiative ; le pouvoir de prendre la décision n'est pas l'objet d'une lutte ; la décision n'est pas la résultante de forces politiques, car l'unanimité empêche d'or-

Tout argent par C.C.P. ou
chèques barrés à l'adresse
des JFE - Paris - 6 Rue de
Trévise. Chèques et CCP au
nom de J. M. DUBOS.

ganiser sur un objectif politique le consensus des citoyens favorables. La règle de l'unanimité, à laquelle les gouvernements restent attachés, semble être, en réalité, l'expression de la volonté de ne pas décider, en un mot, de ne pas avoir de politique, et donc de ne pas avoir d'union.

I - UNION ET COMMUNAUTE

Mais qu'est-ce qui distingue l'union de la Communauté ? Pour M. Pompidou, "c'est un problème d'adjectifs. L'union européenne ou la Communauté européenne cela peut vouloir dire la même chose, mais il se trouve que la Communauté s'appelle économique et que l'union européenne que nous avons définie dans ses grandes lignes, lors de la conférence "au sommet", n'a pas cet adjectif. Par conséquent, elle déborde, elle veut déborder le problème économique.

Cela veut dire obligatoirement qu'elle veut déboucher sur le domaine politique. C'est plus difficile. Cela va de soi".

L'union aurait vocation générale, alors que la compétence de la Communauté est limitée au domaine économique. C'est la seule différence. Par suite, la structure resterait la même. Quelles sont les conséquences pour le présent et pour l'avenir ?

A - Pour le présent, la volonté politique du gouvernement français d'exclure du champ d'action de la Communauté les questions politiques se fonde sur une interprétation restrictive du Traité de Rome.

Cette doctrine légaliste de la diplomatie française est contraire à la réalité de l'intégration européenne et de la position de l'Europe occidentale dans le monde. Par exemple, l'union douanière et son tarif extérieur commun, la politique agricole commune et son régime préférentiel mettent en jeu des intérêts, posent des problèmes, créent des besoins de nature politique. Refuser à la Communauté toute compétence dans le domaine politique équivaut à refuser d'accorder ces intérêts, de résoudre ces problèmes, de satisfaire ces besoins, bref, à ôter toute raison d'être à la Communauté.

L'abandon de ce légalisme stupide aurait déjà pour conséquence non négligeable d'éviter de réunir les mêmes ministres, parfois à quelques heures d'intervalle, en Conseil à Bruxelles, et dans la capitale du président du Conseil en exercice, dans le cadre de la coopération politique, ce qui tient de la farce.

Mais une interprétation extensive du traité permettrait surtout à la Communauté, non seulement de gérer l'acquis, mais de traiter la quasi-totalité des questions politiques d'intérêt européen. Quelle question économique n'a pas d'incidence politique et réciproquement ?

C'est de la reconnaissance empirique d'un fait de cet ordre qu'est issue aux Etats-Unis d'Amérique la vocation générale du gouvernement fédéral en matière économique. A l'origine, la Constitution limitait au "commerce entre les Etats" le champ d'action du gouvernement fédéral. Mais cette formule changea lentement de signification et en vint à inclure des activités qui n'avaient avec le commerce qu'un rapport indirect, jusqu'à donner à Washington le contrôle de toute la politique économique.

Mais en Europe, à la différence de l'Union américaine, les Etats sont encore le siège du pouvoir. Une telle évolution s'inscrit donc à contre-courant, contre un courant que les Etats sont constitutionnellement incapables à remonter.

Quoi d'étonnant que le gouvernement français veuille interdire à la Commission et à l'Assemblée tout droit de regard sur les questions de politique étrangère et de défense, autrement dit qu'il veuille interdire à ces organes de remplir, au-delà du domaine économique, leurs fonctions d'initiative ou de délibération techniques et d'expression, aussi imparfaite fût-elle, de l'intérêt européen.

B - Pour l'avenir, l'Union serait comme la Communauté, un groupement à caractère international. Les Etats membres conserveraient, en dépit de leur interdépendance matérielle, leur indépendance formelle, les décisions restant prises à l'unanimité. L'Union européenne ne formerait pas un Etat central distinct de ses membres. Elle s'en tiendrait, comme la Communauté, à une forme *confédérale* d'association des Etats, ce qui confirme et éclaire l'inventaire des méthodes pour organiser l'Europe, dressé récemment à Saint-Sébastien par le ministre français des affaires étrangères, M. Michel Jobert :

a) " des organisations et un Parlement central " :

la Communauté est une organisation et comporte un Parlement central. Cette méthode représente donc ni plus ni moins que le *statu quo institutionnel* dans le domaine économique. Ce sont ces institutions dont le gouvernement français refuse d'étendre la compétence au domaine politique. Les décisions étant prises à l'unanimité, la Communauté est donc une confédération *de jure* à compétence économique. Les textes l'instituant sont les traités de Paris et de Rome complétés par :

- l'accord de Luxembourg de 1966, toujours en vigueur, qui a empêché de voir le jour le système préfédéral prévu par les traités avec décisions prises à la majorité ;
- le traité de fusion des exécutifs de 1967.

b) " une entente directe entre chefs d'Etat et de gouvernements " :

c'est le système de conférences intergouvernementales, dites "au sommet", multilatérales ou bilatérales ; cette méthode représente ni plus ni moins que le *statu quo diplomatique* dans le domaine politique. C'est le système qui a vraisemblablement la

préférence du président de la République d'ici à 1980, et qui équivaut à une *Confédération "de facto"* à compétence politique (aucun texte ne l'organise et M. Georges Pompidou n'a pas évoqué la perspective d'une éventuelle institutionnalisation de la conférence au sommet) dominée par la triarchie franco-germano-britannique.

c) " La confédération " :

c'est la confédération "*de jure*" à vocation générale, autrement dit *L'INSTITUTIONNALISATION DU STATU QUO DIPLOMATIQUE* à laquelle le gouvernement français consentirait vraisemblablement en 1980.

Il suit des déclarations du président de la République et de cet inventaire de son ministre, que le gouvernement français rejette la finalité politique des traités de Paris et de Rome. Dans toute association d'Etats où le pouvoir de l'association en tant que telle fait défaut, les Etats restent divisés.

La confédération, c'est encore la division de l'Europe.

Etudes sur le Fédéralisme :

Robert R. Bowie et Carl J. Friedrich
1° Partie : 695 pages : 45 F.

2° Partie : 675 pages : 45 F.

Les Problèmes de la lutte politique dans la société moderne:

4 fascicules déjà parus. Ecrire aux J.E.F. Paris ou Rhône-Alpes.

FEDECHOSES N° 4

Fédéchosés : n°4

Bulletin de liaison Fédéraliste, à l'initiative des groupes de Lyon et Paris de la Jeunesse Européenne Fédéraliste. Tout courrier

J. E. F - PARIS
(à Jeunes du MRE)
6 Rue de Trévise
75009 - PARIS.

Séminaire Européen organisé par le C.I.F.E. :

du 15 au 21 décembre à Chamrousse (Alpes Françaises).
"Les perspectives de l'unification européenne face aux défis de la société moderne."

C.I.F.E. (Stages et séminaires) : 4 Bd. Carabacel - 06 NICE (93) 85.88.63

Fédéchoses n'est pas seul :

- . Forum E : Bulletin des Jungen Europäischen Föderalisten.
J.E.F. - Bundesvorstand - 5300 BONN 1 - Market 4
- . J E F-Info : Secrétariat international de la J.E.F.
14, rue Duquesnoy - 1000 - BRUXELLES
- . The Federalist : 1 A Whitehall Place - LONDON SW 1
Tel. 01.839.6622
- . Federalismo Militante : J.E.F. - Sezione di Pavia
Viccolo Tre Re - 1
27100 - PAVIA.

Revue de Politique : "Le Fédéraliste" - 4 numéros par an
abonnement : 20 FF.

Rédaction lyonnaise : Bernard Lesfargues.
36, rue des Essarts - 69500 BRON
C.C.P. 5654-32 - 69500 BRON

Le Saccage de l'Occitanie.. (vu par J. L. Séverac)



Dessin de J.L. Séverac. / "ECHO des Cantabriges" n° 38 (Octobre 73).
51 Av. Wilson. - Lizignen

Après l'hétacombe, dès 1919, un journal paraît, dont le nom deviendra jusqu'à aujourd'hui, le terme familier pour désigner les « autonomistes » : **Breiz atao** (Bretagne toujours). Le fondateur en titre en est Job de Roince, un modéré, mais autour de lui se groupent certains parmi les plus notables des hommes qui vont représenter le Mouvement Breton d'entre les deux guerres : Olivier Mordrel, Fanch Debeauvais, Morvan Marchal. Très vite, le ton du journal, d'abord assez bénin et marqué même du tricolore sanglant qui fleurit en 1919, devient dur, agressif, anti-français. Le Parti Breiz Atao qui deviendra en 1930 le Parti National Breton, énonce les thèses fondamentales dont les principales sont reprises du premier parti de ce nom fondé en 1911 et disparu dans la guerre :

- Notre seule patrie est la Bretagne
- La situation économique déplorable dans laquelle se trouve notre pays est le résultat de quatre siècles d'oppression française.
- Il en est de même de la situation culturelle. La France a tout fait pour tuer notre langue, rayer notre histoire.

- Nous rejetons le pouvoir politique de la France qui nous a fait tant de mal, et nous voulons instaurer une Bretagne libre, séparée de la France et intégrée à une Europe nouvelle.

Le Congrès du Parti à Chateaulin, en 1928, à l'instigation principalement de Maurice Duhamel, insiste sur cet aspect, alors entièrement nouveau d'une Europe unie dans laquelle la Bretagne entrerait comme élément constituant. Ces fédéralistes sont des hommes de gauche, socialistes souvent, proudhoniens qui se réfèrent, comme le fera plus tard l'UDB à Émile Masson, le premier des socialistes bretons. En 1938, quelques-uns d'entre eux, notamment Y. Gestalen, Morvan Marchal, Bayen du Kern signeront un manifeste où ils réclameront la **destruction de l'État français à forme centraliste, mais aussi la destruction d'un capitalisme désordonné et inhumain** et l'instauration d'une fédération française elle-même fédérée à l'échelon européen. Quant au système capitaliste, il sera remplacé par une libre fédération des producteurs groupés en leurs syndicats, maître des instruments de production.

Ces socialistes bretons tendent la main aux autres minorités de l'hexagone. Dès 1927, des contacts avaient été pris et avaient abouti à la fondation à Quimper du Comité Central des minorités nationales.

À l'intérieur du pays, l'union est également recherchée avec toutes les forces bretonnes progressistes : en 1933, un **Front Rouge** de tous les « bretonnistes de gauche » était déjà réclamé par le journal **La Bretagne Fédérale**. Le manifeste de 1938 y revient et prône la formation d'un front uni pour lutter contre la **désunion et la dispersion des efforts**.

Cette dernière déclaration est une rupture à la fois avec la réaction cléricale qui utilise le patriotisme breton à ses propres fins et avec le Parti National Breton qui, surtout depuis 1933, s'infléchit dans un sens fascisant sous l'influence de certains de ses membres. Le plus notable d'entre eux est Célestin Lainé. En 1932 et 1936, il a été longuement interrogé par la police qui le soupçonne d'être le chef d'une société secrète, **Gwenn ha Du** (Noir et Blanc), responsable de plusieurs attentats en Bretagne.

Dans la nuit du 6 au 7 août 1932, quatrième centenaire de l'Union de la Bretagne à la France, le monument dit de la Honte Nationale, celui-là même dont Le Mercier d'Erme avait siffié l'inauguration en 1911, a été irrémédiablement détruit sous l'effet d'une charge de cheddite qui a explosé à 4 heures du matin. Le 20 novembre de la même année, le train d'Édouard Herriot, qui vient à Nantes participer aux fêtes du 4^e centenaire, arrive en gare avec près d'une heure de retard : à Ingrandes, frontière de la Bretagne, les rails ont été rompus.

Ces attentats resteront impunis. Lainé n'a pu être confondu. Qu'il ait été ou non le chef de Gwenn ha Du, rien ne permet actuellement de l'affirmer. Mais ce qui est certain, c'est qu'il organise et entraîne entre 1930 et 1939 un embryon d'armée bretonne, le **Kadervenn**, destiné au jour favorable, à chasser les Français de Bretagne. C'est ce Kadervenn qu'il lancera plus tard dans la plus pitoyable des aventures ratées.

Lainé est fortement influencé par le national-socialisme. Il a une mystique de la race et face à l'Église romaine qu'il vilipende, il est partisan d'un druidisme renoué.

La diversité du Mouvement Breton dans les dix années qui ont précédé la guerre de 1939 est très grande. À l'extrême droite, Lainé et sa Kadervenn; à droite et au centre, une fraction du Parti National Breton où l'on remarque notamment Olivier Mordrel et Fanch Debeauvais; à gauche, les socialistes-fédéralistes tels Morvan Marchal et le groupe d'Ar Falz autour de Yann Sohier. Celui-ci, mort malheureusement en 1935, est un instituteur laïc communiste qui a pris conscience de *l'état* et a voulu le briser: le peuple breton doit être libéré de Paris et de Rome, des instituteurs agents de la France et des curés. Il a fondé Ar Falz en 1933, groupe et revue d'instituteurs qui adoptent ses positions: non, le breton n'est pas la langue des curés, mais celle du peuple breton qui a le droit qu'on la lui enseigne. **Pauvre peuple breton, doublement prolétaire - le mot est de lui - puisqu'il est prolétaire et puisqu'il est breton.**

Article tiré de "Bretagne Révolutionnaire" n° 19
(P. C. B. - 8 R. d'Argentré - 35.000 Rennes - Parti Communiste Breton)

ACTIVITES FEDERALISTES

*I - ACTION POUR L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT*

La Région Rhône-Alpes de l'Union Européenne des Fédéralistes (M.F.E. + la Fédération) a mis au point un document relatif à l'action de pétition lancée en France dans ce but.

Ce dossier comprend notamment un argumentaire politique, un exposé des modalités juridiques à respecter pour que "l'action-pétition" soit valable, et un tract explicatif.

Il peut être obtenu en écrivant et en joignant 5 F. à la demande, à :
"Union Européenne des Fédéralistes - 26, rue Sala - 69002 - LYON"
Tél.: (15) 78. 37.14.75

Cette demande peut être couplée avec celle d'un dossier du CEDICE, intitulé : "De Six à Neuf" - au prix de 10 F.

II - TABLE RONDE

*La Jeunesse Fédéraliste Européenne de la Région Parisienne
(Jeunes du M.F.E.) organise une Table Ronde le*

11 décembre à 20.30 h.

Salle de Rennes

sur le thème : "Quel socialisme, pour quelle Europe ?"

Le Parti Socialiste Portugais, la Fédération de France du Parti Socialiste Italien (Pietro FORMICA, vice-président), Objectif Socialiste (en la personne de son président, André JEANSON), le Parti Socialiste Unifié (Daniel LENEGRE ou Bernard JJAUMONT, auteur de : "Le Marché Commun contre l'Europe"), seront représentés.

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français n'ont pas encore répondu. (dernière minute : le P.S. sera représenté par Bernard RAFFIN).

La Table Ronde sera présidée par M. Jean-Pierre GOUZY, Président de la Commission Nationale Française du M.F.E. et Directeur politique de la Revue "L'Europe en formation".

Cette table ronde est la première d'une série que nous espérons longue.

J
e
e
e
e
e
e
f
f
f
f

B u l l e t i n d e l i a i s o n f é d é r a l i s t e

J.E.F. Paris et Rhône-Alpes.

(Imprimerie Spéciale).

Fédéchoses avec ce quatrième numéro change un peu de formule. Nous allons en-effet essayer de le faire paraître plus souvent et plus régulièrement. D' autre part il va être mis en dépôt dans un certain nombre de locaux et sa présentation va être améliorée.

Le Parti Socialiste Unifié, qui participera comme prévu à la Table Ronde du 11 septembre y présentera un rapport intitulé :

"La construction européenne, sa signification, les multinationales et les chances d' une Europe socialiste".

- Michel Morin représentera la J.E.F. à cette manifestation.
 - La présence du secrétaire de la Commission Italienne du Mouvement Fédéraliste Européen (Alberto Majocchi) est également probable.
-

Les récents événements survenus en Grèce remettent en cause l' article de notre camarade Richard Soméritis; nous sommes conscients de cet état de fait imputable aux conditions même de tirage du bulletin.

De toute façon, colonels ou généraux, notre solidarité avec le peuple grec en lutte contre le fascisme reste entière.

Et maintenant, RESTONS FRANÇAIS :

Ce n'est pas seulement à l' étranger que le fascisme montre le bout du nez.

Il serait inconséquent de manifester sa solidarité avec les peuples en lutte contre les dictatures fascistes, en particulier dans l' Europe méditerranéenne, et de ne pas dénoncer les agissements des extrémistes de droite en France et à Paris en particulier.

- des militants de Lutte ouvrière du Parti Communiste ou du Parti Socialiste agressés dans les gares ou sur les marchés.
- des attaques de commandos armés dans les universités (Tolbiac , Nanterre...)

Il faut obtenir du pouvoir l' interdiction du Meeting prévu par les Nazillons de l' ex-Ordre Nouveau (regroupés autour du journal "Faire Front") le 19 décembre.

La tenue à la Mutualité d' un meeting de "soutien à la junte Chilienne" et sur "l'immigration sauvage" est inadmissible.

